



L'EXPERTISE



LE SENS DU SERVICE



LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE



L'AMBITION
INTERNATIONALE



DERICHEBOURG

Rapport financier semestriel
Période du 1^{er} octobre 2017 au 31 mars 2018

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

• Rapport financier semestriel	3
• Bilan consolidé	11
• Compte de résultat consolidé	12
• Etat du résultat global consolidé	14
• Tableau des flux de trésorerie consolidés	15
• Variation des capitaux propres consolidés	16
• Annexe aux états financiers consolidés intermédiaires	17
• Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	46

1. Rapport d'activité

Le conseil d'administration du 22 mai 2018, présidé par Monsieur Daniel DERICHEBOURG, a arrêté les comptes semestriels au 31 mars 2018. Au cours de cette séance, le Président Directeur Général s'est félicité de l'amélioration des performances déjà élevées dans l'ensemble des activités du groupe : activité Services à l'Environnement, et activité Multiservices.

1.1 Evénements marquants

Le premier semestre de l'exercice s'est déroulé dans la continuité de ce qui avait été observé au cours de l'exercice précédent, caractérisé par une bonne conjoncture économique dans les différents métiers du groupe.

1.2 Résultat des différentes activités et situation financière

1.2.1 Les comptes du groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	2018 6 mois	2017 6 mois	Variation %
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 458,5	1 340,3	8,8%
EBITDA courant	100,5	92,1	9,2%
<i>en % du CA</i>	<i>6,9%</i>	<i>6,9%</i>	
Résultat opérationnel courant	61,0	53,0	15,2%
<i>en % du CA</i>	<i>4,2%</i>	<i>4,0%</i>	
Italie - Clôture de situations litigieuses historiques	(10,0)		
Dépréciation d'écarts d'acquisition dans Service environnement aux collectivités italiennes et autres		(4,5)	
Badwill BARTIN Recycling		2,4	
Plus ou moins-value sur cession de filiales	(1,3)	1,7	
Autres		(0,0)	
Résultat opérationnel	49,8	52,6	(5,3%)
Frais financiers nets	(5,3)	(6,9)	
Gains et pertes de change et autres	0,1	(0,7)	
Résultat avant impôt	44,5	44,9	(0,9%)
Impôts sur les bénéfices	(10,9)	(14,2)	
Part de résultat des sociétés mises en équivalence	0,7	(0,4)	
Résultat net	34,3	30,3	13,4%
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	3,4	(0,2)	
Résultat net de l'ensemble consolidé	37,7	30,1	25,3%
Revenant aux actionnaires de la société	37,1	30,4	
Revenant aux minoritaires	0,6	(0,2)	

Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires du semestre s'élève à 1,46 milliard d'euros, en progression de 8,8% par rapport à la même période de l'exercice précédent, notamment sous l'effet de la progression de la division Services à l'Environnement.

EBITDA courant¹

L'EBITDA courant s'élève à 100,5 millions d'euros, soit 6,9% du chiffre d'affaires, même ratio que l'an passé à pareille époque. Il est en progression de 8,4 M€ (soit 9,2%) par rapport à celui de l'exercice précédent. Sur douze mois glissants, il s'élève à 211,1 M€.

Résultat opérationnel courant²

Après prise en compte de 39,6 M€ de dotation aux amortissements, le résultat opérationnel courant s'élève à 61 M€, soit 4,2% du chiffre d'affaires, en amélioration de 8 M€, soit 15,2% par rapport à la même période de l'an passé.

Résultat opérationnel

Le groupe a cherché à dé-risquer certaines situations juridiques historiques en Italie et a négocié les développements suivants :

- Accord de principe obtenu postérieurement au 31 mars 2018 pour clôturer toutes les procédures contentieuses liées au projet d'acquisition abandonné des broyeurs de Rotamfer, en contrepartie du paiement par le groupe d'une somme de 9,5 M€, ce qui impacte le résultat non-courant du même montant.
- Accord de principe pour clôturer la procédure contentieuse opposant la filiale CRS à un ancien bailleur, en contrepartie du paiement de 1,6 M€, ce qui impacte les charges non-courantes à hauteur de 0,5 M€.

Après ces négociations, le groupe aura ainsi clôturé l'ensemble de ses contentieux significatifs et peut voir l'avenir avec sérénité.

Après prise en compte de ces charges non-récurrentes à hauteur de 10 M€ et d'un résultat de -1,3 M€ lié à la cession de deux participations (Hydrovide et Plastic Recycling), le résultat opérationnel s'élève à 49,8 M€. Du fait des charges non-récurrentes précitées, il est en retrait de 5,3% par rapport à l'exercice précédent.

Résultat avant impôt

Après prise en compte de 5,3 M€ de frais financiers nets (en diminution de 1,6 M€), de mise à la juste valeur d'instruments financiers (+0,6 M€), d'un résultat de change de -0,3 M€, et d'autres charges financières pour 0,3 m€, le résultat avant impôt s'élève à 44,5 M€, en retrait de 0,9% par rapport à l'an passé.

Résultat net de l'ensemble consolidé

Après prise en compte d'une charge d'impôt sur les sociétés de 10,9 M€, faisant ressortir un taux effectif d'impôt de 24,5%, d'une quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence pour 0,7 M€, et du résultat des activités abandonnées pour 3,4 M€ (reprise de provision après solde de la garantie de passif liée à la cession de Servisair en 2013), le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 37,7 M€, en amélioration de 25,3% par rapport au premier semestre de l'an passé.

¹ EBITDA courant = Résultat opérationnel courant + dotation nette aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

² Résultat opérationnel courant = Résultat opérationnel +/- éléments non-courants

1.2.2 L'activité Services à l'Environnement

Compte de résultat consolidé ENVIRONNEMENT

<i>(en millions d'euros)</i>	2018 6 mois	2017 6 mois	Variation %
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 060,8	949,4	11,7%
EBITDA courant	88,5	83,4	6,2%
<i>en % du CA</i>	8,3%	8,8%	
Résultat opérationnel courant	55,5	50,4	10,0%
<i>en % du CA</i>	5,2%	5,3%	
Italie - Clôture de situations litigieuses historiques	(0,5)		
Dépréciation d'écarts d'acquisition dans les Services à l'environnement aux collectivités italiennes et autres		(4,5)	
Badwill BARTIN Recycling		2,4	
Plus ou moins-value sur cession de filiales		(0,3)	
Résultat opérationnel	55,0	48,0	14,5%

Le chiffre d'affaires de l'activité Services à l'Environnement s'établit à 1.060,8 M€, en progression de 11,7% par rapport à l'an passé.

Les volumes traités, et le chiffre d'affaires y afférent évoluent comme suit :

<i>(en milliers de tonnes)</i>	2018 6 mois	2017 6 mois	<i>Variation</i>
Ferrailles	1 912,8	1 846,9	3,6%
Métaux non ferreux	271,7	281,2	(3,4%)
Total volumes	2 184,5	2 128,0	2,7%
<i>(en millions d'euros)</i>	2018 6 mois	2017 6 mois	<i>Variation</i>
Ferrailles	511,7	416,4	22,9%
Métaux non ferreux	382,4	375,0	1,9%
Prestations	166,8	157,9	5,6%
Total chiffre d'affaires	1060,8	949,4	11,7%

Ferrailles

L'augmentation de 3,6% du volume de ferrailles vendues sur le semestre par rapport à l'exercice précédent se répartit comme suit :

- France hors négoce : + 8,9% *
- Filiales Européennes hors négoce : -1%
- Négoce (France et Allemagne) : -15%
- Amériques : +5%

* : acquisition de Bartin Recycling le 30/11/2016.

Les volumes de l'activité négoce ne transitent pas par les chantiers du groupe, et les marges unitaires sont nettement plus faibles que celles des tonnes qui sont traitées sur les chantiers.

La hausse des volumes traités sur les chantiers du groupe en Europe (+7,9%) atteste de la bonne tenue des marchés sidérurgiques européen et turc sur le semestre, tirés par la bonne santé des secteurs construction, infrastructures et automobile.

Cette augmentation des volumes traités est supérieure à l'augmentation de la production d'acier dans les pays livrés par le groupe, car les aciéries électriques ont vu leur production augmenter davantage.

Cet effet volume global de 3,6% se compose avec un effet prix de 18,3% (42 €/t). Ainsi le chiffre d'affaires Ferrailles progresse de 22,9% pour s'établir à 511,7 M€.

Si le prix moyen unitaire ferrailles vendues est supérieur à celui de l'an dernier, la pente des prix n'est pas la même : les prix étaient en forte augmentation sur le premier semestre de l'an passé, alors qu'ils étaient stables, voire légèrement haussiers sur le semestre écoulé.

Métaux non ferreux

Les volumes de métaux non-ferreux traités par le groupe sont en recul de 3,4%. Des tonnages supplémentaires avaient afflué sur le marché au cours de la période comparable de l'exercice précédent à cause de l'ampleur de la hausse des prix consécutive aux élections américaines. Ce recul, d'ampleur limitée, affecte à peu près toutes les qualités, et dans une moindre mesure l'aluminium, premier métal non-ferreux par les volumes traités par le groupe. Confiant dans l'avenir de ce métal, le groupe a acquis sur le semestre une petite affinerie d'aluminium à Premery (Nièvre), qui devrait contribuer en rythme annuel, et une fois l'usine mise à niveau, à une production annuelle supplémentaire de l'ordre de 15.000 tonnes de différents alliages d'aluminium et confirme ainsi sa position de fournisseur leader de lingots d'aluminium à l'industrie automobile européenne.

Cet effet volume négatif de 3,4% se compose avec un effet prix positif de 5,5%, ce qui explique la progression du chiffre d'affaires métaux de 1,9% à 382,4 M€.

De même que pour les ferrailles, le prix unitaire moyen est supérieur à l'an dernier, mais la pente des prix est défavorable comparé à l'an passé.

Prestations

Le chiffre d'affaires Prestations progresse de 5,5% par rapport au semestre comparable de l'exercice précédent, pour s'établir à 166,6 M€. De nouveaux contrats de collecte d'ordures ménagères ont démarré au Canada (ville de Gatineau) et au Maroc (Casablanca, contrat temporaire).

EBITDA courant

L'EBITDA courant de l'activité Services à l'Environnement s'élève à 88,5 M€, en progression de 5,1 M€, soit 6,2% par rapport à la même période de l'exercice précédent. L'essentiel de la progression s'explique par l'amélioration des activités de services (cession d'activités déficitaires, démarrage de nouveaux contrats de collecte d'ordures ménagères amenant une contribution positive).

Le ratio EBITDA courant/Chiffre d'affaires s'élève à 8,3%. Il s'élevait à 8,8% au premier semestre de l'exercice précédent, dans un contexte de prix davantage haussiers, susceptibles d'améliorer les marges unitaires lors de la revente de stocks aussi limités que possible.

Le résultat opérationnel progresse de 5,0 M€, soit 14,5%, et s'établit à 55 M€.

1.2.3 L'activité Services aux Entreprises

Compte de résultat consolidé MULTISERVICES

(en millions d'euros)	2018 6 mois	2017 6 mois	Variation %
CHIFFRE D'AFFAIRES	397,4	390,6	1,7%
EBITDA courant	14,7	12,5	17,3%
<i>en % du CA</i>	3,7%	3,2%	
Résultat opérationnel courant	9,7	7,4	30,8%
<i>en % du CA</i>	2,4%	1,9%	
Résultat opérationnel	9,7	7,4	30,8%

Après 6 mois d'activité, la contribution de l'activité Multiservices au chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 397,4 M€, en progression de 1,7% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette progression est freinée par la poursuite du recul du chiffre d'affaires de l'activité Sourcing RH. L'EBITDA courant s'élève à 14,7 M€, en progression de 17,3% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les solutions Tertiaire (activités de Propreté et services associés, Energie, ...) représentent 58,8% du total, soit 233,7 M€. La progression du chiffre d'affaires du segment Solutions Tertiaires est de 15,2 M€, soit 7%. Elle s'explique par le gain de nouveaux contrats dans le métier Propreté France (grandes surfaces notamment), par la poursuite de la progression du chiffre d'affaires Propreté Etranger (Portugal en particulier) et par de nouveaux succès dans le métier Energie. L'EBITDA des solutions Tertiaire est de 10,2 M€, en progression de 27% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Il représente 4,3% du chiffre d'affaires (vs 3,7% l'an passé). Le développement du chiffre d'affaires permet une meilleure absorption des frais de structure de l'activité et une amélioration de la performance mesurée en termes d'EBITDA.
- Les solutions à l'Industrie (principalement dédiées au monde Aéronautique, et dans une moindre ampleur au monde Nucléaire) représentent 18,5% du total. Le chiffre d'affaires Solutions Industrie s'élève à 73,6 M€, en recul de 4,5% par rapport à l'an passé. Ce recul s'explique par une diminution de cadences sur certains programmes chez le principal client de cette activité. L'EBITDA courant des solutions à l'Industrie s'élève à 2,5 M€, en diminution de 2 M€ par rapport à l'an passé. Elle s'explique par la baisse du chiffre d'affaires précédemment citée, sans que les charges opérationnelles n'aient pu être ajustées en proportion, ainsi que par une provision pour risques et charges dans l'activité Nucléaire.
- Les Solutions Sourcing RH (principalement travail temporaire) représentent 17,5% du total de chiffre d'affaires sur le semestre, soit 69,4 M€. Le chiffre d'affaires est en baisse de 10%. Cette performance, décorrélée de l'évolution du marché, s'explique par la fin de mises à disposition d'intérimaires chez un donneur d'ordre significatif, suite à une perte de contrat déjà évoquée par le passé. Cette baisse n'est pas compensée par la progression du chiffre d'affaires de l'intérim généraliste. En dépit de la baisse de chiffre d'affaires, l'EBITDA courant s'améliore de 1,1 M€ pour atteindre 1,8 M€. Les comptes de l'exercice précédent étaient affectés par des mesures de restructuration.
- Les solutions Espace Urbain (maintenance de mobilier urbain) représentent 5,2% du total du chiffre d'affaires sur le semestre, soit 20,8 M€. Ce chiffre d'affaires est en progression de 14,3%. Le développement de services auprès de nouveaux clients explique cette progression. L'EBITDA courant redevient positif, à 0,2 M€ en amélioration de 0,8 M€ par rapport à la période comparable de l'an passé.

Le résultat opérationnel s'établit à 9,7 M€, en progression de 30,8%.

1.2.4 L'activité Holding

<i>(en millions d'euros)</i>	2018 6 mois	2017 6 mois	Variation %
CHIFFRE D'AFFAIRES	0,3	0,3	12,6%
EBITDA courant	(2,7)	(3,8)	(29,3%)
<i>en % du CA</i>	na	na	
Résultat opérationnel courant	(4,2)	(4,9)	(14,9%)
<i>en % du CA</i>	na	na	
Italie - Clôture de situations litigieuses historiques	(9,5)		
Plus ou moins-value sur cession de filiales	(1,3)	2,0	
Autres		(0,0)	
Résultat opérationnel	(14,9)	(2,9)	408,2%

Le chiffre d'affaires de l'activité Holding est négligeable. La contribution à l'EBITDA courant est de (2,7 M€), soit une amélioration de 1,1 M€ par rapport à la période comparable.

Le résultat opérationnel courant s'établit à (4,2 M€), en amélioration de 0,7 M€.

Compte tenu des éléments non-courants détaillés plus haut (voir résultat opérationnel du Groupe), le résultat opérationnel du secteur Holding s'élève à (14,9 M€).

1.3 Evolution de l'endettement

L'endettement financier net évolue comme suit :

En M€

Endettement financier net au 30 septembre 2017	110,9
EBITDA courant	(100,5)
Frais financiers nets	5,3
Impôts payés	12,1
Investissements nets	62,8
Variation du besoin en fonds de roulement	29,4
Dividendes versés	23,3
Solde litige garantie de passif Servisair	2,8
Variations de périmètre	(3,0)
Autres	2,8
Endettement financier net au 31 mars 2018	145,8

L'EBITDA a été détaillé dans les sections précédentes.

Le montant des impôts payés tient compte de la consignation de 6 M€ au titre d'un contentieux fiscal en Belgique, provisionné l'an passé.

Le montant des investissements peut être détaillé comme suit :

Acquisitions de terrains	11,0
Matériels de manutention et transport	18,3
Autres investissements recyclage	15,7
Investissements services aux collectivités	10,5
Sous-total Services à l'Environnement	55,5
Sous-total Multiservices	5,9
Sous-total Holding (informatique)	2,8
Total	64,2

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique par l'augmentation des volumes, l'appréciation des prix des produits traités, et par le fait que le besoin en fonds de roulement est traditionnellement plus élevé à fin mars qu'à fin septembre, toutes choses égales par ailleurs.

Au cours du semestre, compte tenu de l'amélioration continue depuis plusieurs exercices de sa situation financière, le groupe a obtenu l'accord unanime des prêteurs de son contrat de crédits syndiqué afin de lever les nantissements de titres de filiales qui garantissaient le remboursement des crédits.

1.4 Evénement postérieur à la date d'arrêté

Postérieurement au 31 mars 2018, le Groupe a négocié un accord de principe pour mettre un terme aux différentes actions contentieuses liées au projet d'acquisition abandonné Rotamfer, selon les modalités décrites en 1.2.1.

1.5 Principaux risques et incertitudes pour les mois restants de l'exercice

Le groupe est confiant dans le fait que ses deux branches d'activité continuent de bien se porter au cours du second semestre de l'exercice.

Dans l'activité Services à l'Environnement, la demande des aciéristes demeure soutenue. Les prix des ferrailles évoluent dans une fourchette étroite depuis plusieurs mois, à la différence de l'an passé où ils progressaient de mois en mois. A ce jour, les craintes qu'ont pu faire naître les mesures protectionnistes américaines sur les besoins en ferrailles de la Turquie ou de l'Europe n'ont pas d'impact sur les prix.

Concernant les métaux non-ferreux, la fermeture des frontières de la Chine aux importations de produits imparfaitement triés impacte peu le groupe en termes de volumes. Les prix des matières demeurent élevés, mais n'augmentent pas.

Les différentes opérations de croissance externe étudiées par le groupe n'ont pas débouché sur le semestre écoulé, le plus souvent pour des divergences d'appréciation de valeur des actifs avec les vendeurs potentiels. Aucune des cibles n'a été vendue à des tiers à ce jour.

Dans l'activité Multiservices, le chiffre d'affaires devrait progresser modérément au second semestre, et l'amélioration de la rentabilité de la division devrait se poursuivre.

Le lecteur est par ailleurs invité à se référer aux développements du document de référence 2016-2017 relatifs aux risques (section 4.3, pages 42 à 47), ainsi qu'à ceux de l'annexe aux comptes consolidés semestriels au 31 mars 2018 (note 4.26 Litiges significatifs).

1.6 Principales transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées n'ont pas été modifiées dans leur nature et sont décrites dans le paragraphe 7.3 du document de référence 2016-2017.

2. Attestation du rapport semestriel

Je, soussigné, atteste qu'à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 22 mai 2018

Daniel DERICHEBOURG
Président Directeur Général

BILAN CONSOLIDE DU GROUPE DERICHEBOURG AU 31 MARS 2018

ACTIF (en millions d'euros)	Note annexe	31-03-18	30-09-17
Ecarts d'acquisition	4.1	219,2	219,1
Immobilisations incorporelles	4.1	5,8	4,9
Immobilisations corporelles	4.2	476,7	451,5
Actifs financiers	4.3	11,4	15,2
Participations dans les entreprises associées et les co-entreprises	4.4	16,4	16,0
Impôts différés	4.22	22,9	27,7
Autres actifs	4.5		0,0
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		752,3	734,3
Stocks et en-cours	4.6	89,0	93,9
Créances clients	4.7	293,2	295,7
Créances d'impôt	4.7	4,7	6,4
Autres actifs	4.7	120,2	101,6
Actifs financiers	4.7	15,3	15,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.8	117,5	146,6
Instruments financiers	4.12	0,0	0,0
TOTAL ACTIFS COURANTS		639,8	659,3
Total actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés			0,0
TOTAL ACTIF		1 392,1	1 393,7

PASSIF (en millions d'euros)	Note annexe	31-03-18	30-09-17
Capital social	4.9	41,0	41,0
Primes liées au capital		16,5	16,5
Actions propres		0,0	0,0
Réserves		376,8	326,1
Résultat de l'exercice		37,1	76,0
Capitaux propres groupe		471,4	459,7
Intérêts ne conférant pas le contrôle	4.10	2,9	2,9
TOTAL CAPITAUX PROPRES		474,3	462,6
Emprunts et dettes financières	4.11	143,7	153,9
Provision retraite et avantages similaires	4.13	43,9	43,2
Autres provisions	4.13	27,1	28,1
Impôts différés	4.22	16,0	17,9
Autres passifs	4.16	1,3	1,1
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		232,1	244,3
Emprunts et dettes financières	4.11	119,6	103,6
Provisions	4.14	13,4	3,5
Fournisseurs	4.15	303,6	294,5
Dettes d'impôts	4.15	2,4	7,9
Autres passifs	4.15	245,6	269,2
Instruments financiers	4.12	1,3	1,9
TOTAL PASSIFS COURANTS		685,8	680,6
Total passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		0,0	6,2
TOTAL PASSIF		1 392,1	1 393,7

RESULTAT CONSOLIDE DU GROUPE DERICHEBOURG AU 31 MARS 2018

(en millions d'euros)	Note annexe	2018 - 6 mois	2017 - 6 mois
Chiffre d'affaires	4.17	1 458,5	1 340,3
Autres produits de l'activité		1,8	1,0
Achats consommés		(719,8)	(627,4)
Charges externes		(193,3)	(175,6)
Charges de personnel	4.27	(419,5)	(415,8)
Impôts et taxes		(27,7)	(27,3)
Dotations aux amortissements		(39,6)	(39,2)
Dotations aux provisions	4.18	(3,1)	(7,6)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		0,8	1,3
Autres charges d'exploitation	4.19	(6,9)	(21,3)
Autres produits d'exploitation	4.19	9,8	24,6
Résultat opérationnel courant		61,0	53,0
Autres charges opérationnelles	4.20	(10,0)	(4,5)
Autres produits opérationnels	4.20		2,4
Résultat sur cessions de participations consolidées	4.20	(1,3)	1,7
RESULTAT OPERATIONNEL		49,8	52,6
Frais financiers nets	4.21	(5,3)	(6,9)
Gains et pertes de change et autres	4.21	0,1	(0,7)
Résultat avant impôts		44,5	44,9
Impôts sur les bénéfices	4.22	(10,9)	(14,2)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et les co-entreprises	4.4	0,7	(0,4)
Résultat net		34,3	30,3
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession		3,4	(0,2)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		37,7	30,1
Revenant :			
- aux actionnaires de la société		37,1	30,3
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle		0,6	(0,2)
Résultat par action : résultat des activités poursuivies (en € par action)	4.24		
- de base		0,2	0,2
- dilué		0,2	0,2
Résultat par action : résultat après impact du résultat des activités arrêtées ou cédées (en € par action)			
- de base		0,2	0,2
- dilué		0,2	0,2

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE DU GROUPE DERICHEBOURG

(en millions d'euros)	2018 - 6 mois	2017 - 6 mois
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	37,7	30,1
Ecarts de conversion	(2,6)	2,7
Couverture des flux futurs	0,2	1,8
Réévaluation du passif au titre des engagements à prestations définies		1,7
Impôts sur autres éléments du résultat global et effet de report variable	(0,1)	1,9
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres	(2,5)	8,1
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	35,3	38,2
Dont		
- part revenant aux actionnaires de la société	34,7	38,4
- part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	0,6	(0,2)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES DU GROUPE DERICHEBOURG AU 31 MARS 2018

(en millions d'euros)	Note Annexe	2018 - 6 mois	2017 - 6 mois
Résultat net total consolidé		37,7	30,1
Résultat net consolidé des activités abandonnées ou en cours de cession		3,4	(0,2)
Résultat net consolidé des activités poursuivies		34,3	30,3
Ajustements pour :		0,0	0,0
Elimination du résultat des entreprises associées et des co-entreprises		(0,7)	0,4
Amortissements et provisions		49,3	44,7
Profits et pertes de juste valeur		(0,5)	0,5
Elimination des résultats de cession		(0,2)	(2,5)
Elimination des produits de dividendes		(0,0)	(0,1)
Autres produits et charges sans incidence trésorerie		0,0	(2,4)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		82,2	71,0
Coût de l'endettement financier net		5,4	7,1
Charge d'impôt		10,9	14,2
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		98,5	92,4
Variation du BFR lié à l'activité		(29,4)	28,5
Impôts versés		(12,1)	(8,2)
Flux de trésorerie d'exploitation générés par les activités abandonnées		0,0	0,0
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		57,0	112,7
Incidence des variations de périmètre		2,5	0,9
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(48,1)	(27,2)
Acquisition d'actifs financiers		(0,2)	(0,7)
Variation des prêts et avances consentis		(0,9)	(3,5)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		3,7	13,8
Cession d'actifs financiers		0,0	0,0
Dividendes reçus		0,3	0,9
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	4.25.4	(2,8)	0,0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS		(45,5)	(15,7)
Augmentation de capital		0,0	0,0
Emission d'emprunts		4,7	35,6
Remboursement d'emprunts		(34,0)	(67,0)
Intérêts financiers nets versés		(5,4)	(7,2)
Dividendes versés aux actionnaires du groupe		(22,9)	(3,1)
Dividendes versés aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,6)	(1)
Actions propres		0,0	(3,8)
Factor		0,9	12,1
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées		0,0	0,0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(57,3)	(34,4)
Incidence de la variation des taux de change		(0,9)	0,9
Incidence de la variation des taux de change des activités abandonnées		0,0	0,0
VARIATION DE LA TRESORERIE		(46,7)	63,4
Trésorerie d'ouverture	4.8	141,8	17,2
Trésorerie de clôture	4.8	95,1	80,7
variation de trésorerie des activités abandonnées			0,0
VARIATION DE LA TRESORERIE		(46,7)	63,4

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DU GROUPE DERICHEBOURG AU 31 MARS 2018

(en millions d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves	Réserves de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total Capitaux Propres
Situation au 30 septembre 2016	42,0	27,6	(31,8)	287,5	5,7	12,9	343,8	3,8	347,7
Affectation du résultat				12,9		(12,9)	0,0		0,0
Dividendes versés				(3,1)			(3,1)	(1,1)	(4,2)
Actions propres	(1,1)	(11,0)	8,2				(3,8)		(3,8)
Résultat de l'exercice (part du groupe)						30,4	30,4	(0,2)	30,1
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				5,4	2,7		8,1		8,1
Autres variations							0,0	(0,2)	(0,2)
Situation au 31 mars 2017	41,0	16,5	(23,5)	302,7	8,3	30,4	375,3	2,3	377,6
Affectation du résultat							0,0		0,0
Dividendes versés							0,0		0,0
Actions propres			23,6	17,5			41,1		41,1
Résultat de l'exercice (part du groupe)						45,6	45,6	0,6	46,2
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				2,6	(4,9)		(2,3)	0,0	(2,3)
Autres variations							0,0		0,0
Situation au 30 septembre 2017	41,0	16,5	0,0	322,8	3,4	76,0	459,7	2,9	462,6
Affectation du résultat				76,0		(76,0)	0,0		0,0
Dividendes versés				(22,9)			(22,9)	(0,6)	(23,5)
Actions propres							0,0		0,0
Résultat de l'exercice (part du groupe)						37,1	37,1	0,6	37,7
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				0,1	(2,6)		(2,4)	(0,0)	(2,5)
Autres variations							0,0		0,0
Situation au 31 mars 2018	41,0	16,5	0,0	375,9	0,8	37,1	471,4	2,9	474,3

SOMMAIRE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	1
PERIODE DU 1^{ER} OCTOBRE 2017 AU 31 MARS 2018	1
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES	2
1. PRESENTATION DU GROUPE	17
1.1. IDENTIFICATION DE L'EMETTEUR.....	17
1.2. FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE	17
2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	17
2.1. PRINCIPES GENERAUX.....	17
2.2. PRINCIPES COMPTABLES, REGLES ET METHODES D'EVALUATION	18
3. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	19
3.1. ENTREES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION	19
3.2. VARIATION DU POURCENTAGE DE CONTROLE	19
3.3. RESTRUCTURATION INTERNE	19
3.4. SORTIE DE PERIMETRE	19
4. NOTES ANNEXES	20
4.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET ECARTS D'ACQUISITION.....	20
4.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (CREDIT-BAIL INCLUS).....	21
4.3. ACTIFS FINANCIERS.....	22
4.4. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET LES CO-ENTREPRISES.....	22
4.5. AUTRES ACTIFS NON COURANTS	23
4.6. STOCKS ET EN-COURS.....	23
4.7. CREANCES CLIENTS, AUTRES CREANCES ET ACTIFS FINANCIERS COURANTS.....	24
4.8. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	24
4.9. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	25
4.10. INTERETS NE CONFERANT PAS LE CONTROLE.....	25
4.11. ENDETTEMENT	25
4.12. INSTRUMENTS FINANCIERS.....	29
4.13. PROVISIONS NON COURANTES ET PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL.....	34
4.14. PROVISIONS COURANTES.....	35
4.15. AUTRES PASSIFS COURANTS.....	35
4.16. AUTRES PASSIFS NON COURANTS.....	35
4.17. INFORMATIONS SECTORIELLES	35
4.18. DOTATIONS AUX PROVISIONS	37
4.19. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	37
4.20. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	38
4.21. FRAIS FINANCIERS NETS	38
4.22. IMPOTS SUR LES RESULTATS	39
4.23. ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION	40
4.24. RESULTAT PAR ACTION.....	40
4.25. ENGAGEMENTS	41
4.26. LITIGES SIGNIFICATIFS.....	43
4.27. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	44
4.28. INFORMATIONS SOCIALES.....	45
4.29. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	45

1. PRESENTATION DU GROUPE

1.1. IDENTIFICATION DE L'EMETTEUR

DERICHEBOURG est une société anonyme créée et domiciliée en France, 119, avenue du général Michel Bizot 75012 PARIS. DERICHEBOURG est cotée sur le marché Euronext, compartiment B. Les activités du Groupe sont les suivantes :

- activité Services à l'Environnement,
- activité Services aux Entreprises,
- activité Holding.

Derichebourg détient au sein d'une SCI immobilière une grande partie de son immobilier d'exploitation.

Les états financiers consolidés pour la période du 1^{er} octobre 2017 au 31 mars 2018, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de Derichebourg SA le 22 mai 2018 et ont fait l'objet d'un examen limité par nos Commissaires aux comptes.

Ils reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros sauf mention contraire. Les montants sont arrondis à la centaine de milliers d'euros la plus proche.

1.2. FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

Néant

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. PRINCIPES GENERAUX

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers au 31 mars 2018 du Groupe Derichebourg sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire ») telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Les règles et méthodes sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2017.

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe Derichebourg au 30 septembre 2017.

Les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés du Groupe Derichebourg pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 sont disponibles sur demande au siège social de la société situé 119, avenue du général Michel Bizot à Paris ou sur le site internet www.derichebourg.com.

2.1.1. NORMES ET INTERPRETATIONS APPLICABLES A L'EXERCICE OUVERT LE 1^{er} OCTOBRE 2017

Les normes et interprétations adoptées dans l'Union Européenne qui trouvent à s'appliquer de façon obligatoire aux comptes consolidés du Groupe Derichebourg à compter du 1^{er} octobre 2017 sont les suivantes :

- Amendement à IAS 7 : « Initiative concernant les informations à fournir », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017
- Amendements à IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017

2.1.2. NORMES ET INTERPRETATIONS PUBLIEES NON ENCORE EN VIGUEUR

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} octobre 2017 (les dates d'application sont les dates reconnues par l'EFRAG):

- IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018
- IFRS 9 : Instruments financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018
- IFRS 16 : Contrats de location, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019

Leur impact éventuel fera l'objet d'une évaluation en cours d'exercice.

2.2. PRINCIPES COMPTABLES, REGLES ET METHODES D'EVALUATION

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels consolidés du 30 septembre 2017.

Les principes comptables sont décrits dans le document de référence 2016-2017 aux paragraphes 2.2 et 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

3. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.1. ENTREES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Pôle Services à l'environnement

- Entrée de la Sci De Saint Jean
- Entrée de la Sci La Madeleine
- Entrée de la Sci Des Chatelets
- Entrée de la Sci La Roche

Pôle Services aux entreprises

- Entrée de la société Derichebourg Multiservices

3.2. VARIATION DU POURCENTAGE DE CONTROLE

Néant

3.3. RESTRUCTURATION INTERNE

Pôle Services à l'environnement

- TUP des sociétés Fradena Transport et Strap Transport dans la société Revival le 1^{er} octobre 2017

Pôle Services aux entreprises

- TUP de la société Derichebourg Travaux & Maintenance Nucléaire le 1^{er} octobre 2017 dans la société Derichebourg Services & Ingénierie Nucléaire

Pôle Holding

- TUP de la société Slg Recycling Finance le 1^{er} octobre 2017 dans la société Derichebourg Environnement

3.4. SORTIE DE PERIMETRE

(Cf Note 4.20)

Pôle Services à l'environnement

- Cession de la société Plastic Recycling le 2 mars 2018
- Cession de la société Hydrovide et de sa filiale, la société Hydrovidéo, le 21 décembre 2017

4. NOTES ANNEXES

4.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET ECARTS D'ACQUISITION

En M€	Valeur au 30-09-17	Augmenta- tions	Diminutions	Variation de périmètre (1)	Autres variations	Ecart de change	Valeur au 31-03-18
Ecart d'acquisition	325,1			(1,1)	0,2	(0,1)	324,0
Concessions, brevets, licences	15,5	0,4		(0,1)	0,0	(0,0)	15,8
Autres immobilisations incorporelles	8,7	1,7		(0,5)	(0,2)	0,0	9,7
Total valeurs brutes	349,2	2,1		(1,7)	0,1	(0,1)	349,5
Ecart d'acquisition	(106,0)			1,1			(104,8)
Concessions, brevets, licences	(12,9)	(0,7)		0,1	0,0	0,0	(13,5)
Autres immobilisations incorporelles	(6,4)	(0,1)		0,3	0,0	0,0	(6,3)
Total amortissements	(125,3)	(0,8)		1,5	0,0	0,0	(124,6)
Total valeurs nettes	224,0	1,2		(0,2)	0,1	(0,1)	224,9

(1)Variation de périmètre par nature

en M€	31-03-18
Cession de Hydrovide & Hydrovidéo	(0,2)
Total	(0,2)

4.1.1. TESTS DE DEPRECIATION

Le groupe procède à chaque clôture annuelle à des tests de perte de valeur sur l'ensemble de ses unités génératrices de trésorerie (UGT), selon les modalités décrites dans la note sur les principes comptables § 2.3.6 de l'annexe aux comptes consolidés du document de référence 2016-2017.

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 31 mars 2018.

4.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (CREDIT-BAIL INCLUS)

En M€	Valeur au 30-09-17	Augmenta- tions	Diminu- tions	Variation de périmètre (1)	Autres variations	Ecart de change	Valeur au 31-03-18
Terrains (crédit-bail inclus)	174,6	0,5	(0,2)	4,0	(3,9)	(1,3)	173,7
Constructions (crédit-bail inclus)	290,4	3,1		1,2	4,3	(0,4)	298,6
Inst. Techn., matériel & outillage (crédit-bail inclus)	759,6	23,1	(22,7)	(2,0)	(5,7)	(4,3)	748,0
Autres immobilisations corporelles (crédit-bail inclus)	331,8	9,8	(5,2)	(0,4)	9,6	(1,7)	343,9
Immobilisations corporelles en cours	17,3	25,0		(0,0)	(4,0)	(0,3)	37,9
Avances et acomptes versés	1,0	1,5	(0,1)		(0,3)	(0,0)	2,0
Total valeurs brutes	1 574,7	62,9	(28,3)	2,7	(0,0)	(8,0)	1 604,1
Terrains (crédit-bail inclus)	(36,0)	(1,6)	0,1	0,0	0,0	0,4	(37,2)
Constructions (crédit-bail inclus)	(175,0)	(6,3)		(0,4)	(0,1)	0,2	(181,6)
Inst. Techn., matériel & outillage (crédit-bail inclus)	(639,9)	(18,3)	22,7	1,3	5,0	3,8	(625,4)
Autres immobilisations corporelles (crédit-bail inclus)	(272,3)	(12,6)	5,6	0,3	(4,9)	0,8	(283,2)
Total amortissements	(1 123,2)	(38,8)	28,4	1,1	0,1	5,1	(1 127,4)
Total valeur nettes	451,5	24,1	0,1	3,8	0,1	(2,9)	476,7

(1) voir note 3 Evolution du périmètre de consolidation

Immobilisations portées par des contrats de location-financement

En M€	Valeur au 30-09-17	Augmenta- tions	Diminu- tions	Variation de périmètre	Autres variations	Ecart de change	Valeur au 31-03-18
Terrains et constructions	22,2						22,2
Matériels et outillages	243,8	11,5	(14,9)	(0,6)	(7,1)	(0,2)	232,4
Autres immobilisations corporelles	132,6	4,6	(1,6)	(0,1)	9,5	(0,1)	144,8
Total valeurs brutes	398,6	16,1	(16,5)	(0,8)	2,3	(0,3)	399,4
Total amortissements	(311,0)	(13,1)	16,7	0,4		0,1	(306,9)
Total valeurs nettes	87,6	3,0	0,2	(0,4)	2,3	(0,2)	92,5

4.3. ACTIFS FINANCIERS

4.3.1. VARIATION DE L'EXERCICE

En M€	30-09-17	Augmenta- tions	Diminu- tions	Variation de périmètre (2)	Autres variations	Ecart de change	31-03-18
Titres de participation	7,8	0,2	(0,0)	(3,9)	(0,4)	0,0	3,7
Prêts, cautionnements et autres immobilisations financières ⁽¹⁾	23,7	0,5	(0,3)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	23,8
Total valeurs brutes	31,5	0,8	(0,3)	(4,0)	(0,4)	(0,0)	27,6
Perte de valeur sur titres	(1,2)		0,1			0,0	(1,1)
Perte de valeur sur prêts, cautionnements et autres créances ⁽¹⁾	(15,1)		0,0				(15,1)
Total perte de valeur	(16,4)		0,1			0,0	(16,2)
Total valeurs nettes	15,2	0,8	(0,2)	(4,0)	(0,4)	(0,0)	11,4

(1) Derichebourg Environnement détient une créance d'un montant de 15 M€ liée à un projet d'acquisition qui a été abandonné. Cette créance a été provisionnée intégralement (cf.4.26 – Litiges significatifs).

(2) voir note 3 Evolution du périmètre de consolidation

4.4. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET LES CO-ENTREPRISES

En M€	Pays	% détention	Quote-part	Quote-part des capitaux propres	
			de résultat	31-03-18	30-09-17
ENTREPRISES ASSOCIEES					
ALLO CASSE AUTO	France	48%		1,9	1,9
DAC	France	50%	0,1	0,8	0,7
DREYFUS	France	43%		5,2	5,2
ROHR	France	50%	0,1	1,8	1,7
CO-ENTREPRISES					
ALSAFER	France	50%	0,0	0,3	0,3
ENVIE AFM SUD OUEST	France	50%	0,1	0,7	0,7
PLASTIC RECYCLING ⁽¹⁾	France	50%	0,0		0,2
REYFRA	Espagne	50%	0,4	5,7	5,3
VALERCO	France	50%	0,0	0,1	0,1
Total			0,7	16,4	16,0

(1) Participation cédée sur la période

4.5. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

En M€	31-03-18			30-09-17		
	Valeur Brute au 30-09-17	Provisions	Valeur Nette au 30-09-17	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette
Autres créances	4,6	(4,6)		4,6	(4,6)	
Total	4,6	(4,6)	0,0	4,6	(4,6)	0,0

4.5.1. ACTIFS FINANCIERS NETS ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS NETS PAR ECHEANCE (HORS TITRES DE PARTICIPATION)

En M€	31-03-18	Plus de 1 an	Plus de 5 ans
Prêts, cautionnements et autres immobilisations financières	8,7	6,9	1,8
Total	8,7	6,9	1,8

4.6. STOCKS ET EN-COURS

4.6.1. PAR NATURE

En M€	Valeur brute au 31-03-18	Valeur brute au 30-09-17
Matières premières	4,6	6,0
Autres approvisionnements	9,4	9,3
En-cours	0,6	1,6
Produits intermédiaires et finis	3,3	3,2
Stocks de marchandises	72,0	75,5
TOTAL	89,9	95,6

4.6.2. VARIATION DE L'EXERCICE

En M€	Valeur nette au 30-09-17	Variations	Variation de périmètre (1)	Autres variations	Ecart de change	Variation des dépréciations (2)	Valeur nette au 31-03-18
Matières premières	5,9	1,2	(2,6)	0,0	(0,0)	0,1	4,6
Autres approvisionnements	8,2	0,2		0,0	(0,0)	0,4	8,8
En-cours	1,5	0,3	(1,3)			0,1	0,6
Produits intermédiaires et finis	3,0	0,6	(0,5)			0,2	3,3
Stocks de marchandises	75,2	(3,2)		(0,0)	(0,2)	0,0	71,7
TOTAL	93,9	(1,0)	(4,4)	(0,0)	(0,3)	0,7	89,0

(1) voir note 3.4 Sortie de périmètre

(2) Variation dépréciation de stocks

En M€	Valeur au 30-09-17	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Ecart de change	Valeur au 31-03-18
Dépréciation de stocks	(1,7)	(0,1)	0,7	0,2		(1,0)

4.7. CREANCES CLIENTS, AUTRES CREANCES ET ACTIFS FINANCIERS COURANTS

En M€	31-03-18			30-09-17		
	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette
Créances clients	305,5	(12,3)	293,2	307,6	(11,8)	295,7
Créances d'impôt	4,7		4,7	6,4		6,4
Avances et acomptes versés	15,5		15,5	9,3		9,3
Créances sociales	7,3		7,3	7,4		7,4
Créance de CICE	39,5		39,5	26,0		26,0
Créances fiscales	30,9		30,9	32,7		32,7
Créances diverses	20,5	(3,0)	17,6	20,8	(3,7)	17,1
Charges constatées d'avance	9,5		9,5	9,1		9,1
Autres actifs courants	123,1	(3,0)	120,2	105,3	(3,7)	101,6
Dividendes à recevoir				0,2		0,2
Prêts, dépôts et cautionnements	15,4	(0,1)	15,4	15,0	(0,1)	15,0
Actifs financiers courants	15,4	(0,1)	15,3	15,2	(0,1)	15,1

Variation dépréciation clients

En M€	Valeur au 30-09-17	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Impact IFRS 5	Ecart de change	Valeur au 31-03-18
Dépréciation clients	(11,8)	(0,6)	0,2			0,0	(12,3)

4.8. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Par nature

Les disponibilités sont constituées de valeurs mobilières de placement, de soldes débiteurs de banque et de caisse.

En M€	Valeur Brute au 31-03-18	Provisions	Valeur nette au 31-03-18	Valeur nette au 30-09-17
Valeurs mobilières de placement	0,5		0,5	0,4
Disponibilités	117,0		117,0	146,2
TOTAL	117,5		117,5	146,6

En M€	31-03-18	30-09-17
Trésorerie active	117,5	146,6
Concours bancaires courants	22,3	4,8
TRESORERIE NETTE	95,1	141,8

Le cash pooling mis en place par le Groupe principalement sur la France permet de centraliser quotidiennement tous les flux de trésorerie des filiales dans une optique de réduction des coûts de financement.

Le groupe présente les positions de trésorerie, en fonction du solde comptable de chaque compte bancaire, alors que ces comptes peuvent être globalisés avec d'autres comptes de solde éventuellement de sens différent dans le cadre d'échelles d'intérêts fusionnées, et d'autorisations de découvert globales accordées au Groupe.

4.9. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Au 31 mars 2018, le capital social se compose de 163 878 780 actions d'une valeur nominale de 0,25€, soit un montant de 40 969 695 €.

4.9.1. ACTIONS A BONS DE SOUSCRIPTIONS D' ACTIONS (ABSA)

Il n'existe plus de bons de souscription d'actions en circulation.

4.9.2. STOCK OPTIONS DERICHEBOURG

Il n'existe pas de plan de stock option en vigueur dans le Groupe.

4.10. INTERETS NE CONFERANT PAS LE CONTROLE

En M€	31-03-18	30-09-17
Intérêts ne conférant pas le contrôle à l'ouverture	2,9	3,8
Mouvements de périmètre de consolidation	(0,0)	0,0
Part du résultat des sociétés consolidées revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	0,6	0,4
Quote-part des dividendes des sociétés consolidées	(0,6)	(1,1)
Incidence des fluctuations de change sur les intérêts ne conférant pas le contrôle	(0,0)	
Autres variations	0,0	(0,2)
Intérêts ne conférant pas le contrôle à la clôture	2,9	2,9

4.11. ENDETTEMENT

4.11.1. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

4.11.1.1. VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

En M€	Valeur au 30-09-17	Augmenta- tion	Diminution	Ecart de change	Variations de		Valeur au 31-03-18
					périmètre (1)	Autres variations	
Emprunts obligataires							
Emprunts établissements de crédit	96,9	2,8	(1,4)	(0,6)	0,1	(14,4)	83,4
Dettes financières diverses	1,6	(0,1)	0,2	(0,2)	(0,1)	(0,0)	1,4
Dettes liées aux contrats de location-financement	55,3	18,2		(0,1)	(0,2)	(14,2)	58,9
Dettes financières non courantes	153,9	20,9	(1,2)	(0,9)	(0,3)	(28,7)	143,7
Emprunts établissements de crédit	73,2	3,0	(18,2)	(0,2)	(0,1)	14,4	72,1
Dettes financières diverses	0,6		(0,3)		(0,1)	0,0	0,3
Dettes liées aux contrats de location-financement	24,9	0,2	(14,3)	(0,1)	(0,1)	14,2	24,9
Concours bancaires courants	4,8	17,6		(0,1)	(0,0)	(0,0)	22,3
Dettes financières courantes	103,6	20,8	(32,9)	(0,4)	(0,2)	28,7	119,6
Total dettes financières	257,5	41,7	(34,1)	(1,3)	(0,5)	(0,0)	263,3

(1) voir note 3 Evolution du périmètre de consolidation

4.11.1.2. ECHEANCIER DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES NON COURANTES

En M€	Valeur au		
	31-03-18	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts établissements de crédit	83,4	80,6	2,8
Dettes financières diverses	1,4	1,5	(0,1)
Dettes liées aux contrats de location-financement	58,9	51,2	7,7
Dettes financières non courantes	143,7	133,3	10,4

4.11.1.3. DETTES FINANCIERES PAR PRINCIPALES DEVISES

En M€	Valeur au 31-03-18	Dollars			
		Eur	américain	canadien	Autres
Emprunts établissements de crédit	83,4	76,2		6,8	0,4
Dettes financières diverses	1,4	1,4			
Dettes liées aux contrats de location-financement	58,9	55,1	0,8		3,1
Dettes financières non courantes	143,7	132,6	0,8	6,8	3,5
Emprunts établissements de crédit	71,9	70,4		1,3	0,2
Dettes financières diverses	0,3	0,3			
Dettes liées aux contrats de location-financement	24,9	22,7	0,9		1,2
Concours bancaires courants	22,3	9,3	4,7		8,4
Intérêts courus	0,2	0,2		0,0	
Dettes financières courantes	119,6	102,9	5,6	1,3	9,8
Total dettes financières	263,3	235,5	6,4	8,1	13,3

4.11.1.4. CARACTERISTIQUES DES PRINCIPALES LIGNES DE CREDIT

Dénomination	Devise	Montant	Montant	Date d'échéance	Index
		Nominal autorisé au 31-03-2018 en M devises	Nominal utilisé au 31-03-2018 en M devises		
Emprunts établissements de crédit	(1) EUR	42,4	42,4	31/03/2022	Euribor
Emprunts établissements de crédit	(1) EUR	100,0	0,0	31/03/2022	Euribor
Emprunts établissements de crédit	EUR	22,6	22,6	26/02/2019	Euribor
Factors en syndication	(2) EUR	270,0	256,7	31/12/2018	Euribor
Emprunts établissements de crédit	(3) EUR	66,0	66,0		
Ligne bilatérale confirmée et non confirmée	EUR	105,0	22,3		

(1) Le Groupe Derichebourg est partie prenante à un crédit syndiqué qui constitue avec les contrats d'affacturage les principales sources de financement du Groupe.

(2) Dont 284,6 M€ de cession de créances sans recours

(3) Dont 12,7 M€ et 4,5 M€

4.11.1.5. CONTRAT DE CREDITS 2014

Le Groupe a conclu le 31 mars 2014, avec dix établissements bancaires, un contrat de crédit d'un montant de 232,5 millions d'euros dont 100 millions de crédit revolving et 132,5 millions d'euros de prêt amortissable.

Concernant le prêt amortissable, 90,1 M€ ont déjà été remboursés à l'issue des quatre échéances 31 mars 2015, 31 mars 2016, 31 mars 2017 et 31 mars 2018. La prochaine échéance de remboursement prévue est de 10,6 M€ en mars 2019. L'encours au titre de ce prêt est de 42,4 M€.

Le crédit revolving de 100 M€ n'est pas tiré au 31 mars 2018.

Quatre avenants ont été signés (31 mars 2015, 22 janvier 2016, 5 mai 2017 et 19 janvier 2018) à la demande du Groupe, afin d'aménager certaines dispositions (grille de marge notamment dans l'avenant n° 1, ratios à respecter dans l'avenant n° 2, allongement du calendrier de remboursement dans l'avenant n° 3 et lever des nantissements de titres de filiales qui garantissaient le remboursement des crédits dans l'avenant n°4).

Taux d'intérêt

Les montants tirés sur cette ligne de crédit portent intérêt au taux Euribor augmenté d'une marge ajustée périodiquement sur la base du ratio des dettes financières nettes consolidées sur l'excédent brut d'exploitation consolidé.

Obligations de remboursement anticipé – Cas de défaut

Le contrat de crédits prévoit la possibilité pour les prêteurs, si une majorité le demande, d'exiger le remboursement anticipé de l'intégralité des sommes dues en cas de survenance de certains cas de défaut usuels, notamment si un événement affecte défavorablement et de manière significative l'activité ou la situation financière du Groupe Derichebourg ou la capacité de Derichebourg à servir sa dette.

Un changement de contrôle ou un retrait de cote de l'action Derichebourg constitueraient un cas de remboursement anticipé obligatoire.

Par ailleurs, le contrat de crédits prévoit une obligation de remboursement anticipé partiel des sommes dues en cas d'augmentation de capital, en cas d'émission de titres donnant accès au capital ou de titres de créances (si la maturité de celles-ci est antérieure à celle du crédit syndiqué).

Clauses restrictives (covenants)

Le contrat de crédits comporte également des clauses restrictives limitant la capacité des sociétés du Groupe (sauf accord des prêteurs) à, notamment :

- contracter des dettes supplémentaires ;
- consentir des sûretés et des garanties ;
- s'engager dans des opérations de fusions, de scissions ou de restructurations ;
- s'engager dans certaines opérations de croissance externe, au-delà d'un certain seuil ;
- procéder à des investissements excédant au cours d'un exercice social donné des montants fixés au Contrat ;
- procéder à des cessions d'actifs ou de participations, sauf celles autorisées par les contrats ;
- procéder, avec certaines exceptions, au remboursement et/ou à la réduction de leur capital social.

Le contrat de crédits comporte par ailleurs des engagements prévoyant la souscription et le maintien de polices d'assurances conformes aux pratiques généralement admises dans le domaine d'activité des sociétés du Groupe Derichebourg.

Le 19 janvier 2018, Derichebourg SA (l'Emprunteur) a conclu un avenant n° 4 avec les Prêteurs, dont les principales caractéristiques sont :

- mainlevée des sûretés existantes ;
- autorisation de la mise en place d'un programme de billets de trésorerie (négociable european commercial paper) ;
- complément de grille de marge pour le cas où le ratio de levier est inférieur à 1,5 ;

Par ailleurs, le Groupe a mis en place des autorisations de lignes bilatérales avec des établissements financiers pour un montant de 105 M€.

4.11.1.6. CONTRAT D'AFFACTURAGE

Le Groupe Derichebourg a conclu à effet au 1^{er} janvier 2015 un contrat d'affacturage à vocation sans recours (ligne autorisée de 240 M€, portée à 270 M€ en mars 2017), qui concerne les entités françaises, belges et allemandes des activités Services à l'Environnement et Services aux Entreprises. Ce contrat est d'une durée confirmée de deux ans. Il a été renouvelé en avril 2016 pour une durée de deux ans à compter de janvier 2017.

Les créances éligibles correspondent à des livraisons effectuées ou des prestations de services rendues auprès de clients privés ou de clients publics français.

Lors de chaque cession de créances, les créances entrant dans l'enveloppe de l'agrément de l'assureur-crédit (sous déduction des créances préalablement cédées sans recours et non encore payées) sont cédées sans recours. Les autres créances sont cédées avec recours. Les créances conservent leur statut (cédées avec ou sans recours) initial jusqu'à leur paiement.

Le factor est co-assuré avec le Groupe auprès des 2 assureurs-crédit. Le versement des éventuelles indemnités d'assurance-crédit lui est délégué.

Les intérêts sont précomptés lors de la cession de la créance sur la base d'un délai moyen de règlement conventionnel. Le risque de retard de paiement est transféré au factor.

Le taux de dilution (avoirs, remises) est faible.

Le montant des créances décomptabilisées au titre des contrats d'affacturage s'élève à 264.4 M€ au 31 mars 2018.

Le Groupe décomptabilise 90% des créances sans recours du fait de la retenue de garantie de 5 % et de la quotité résiduelle non garantie de 5%.

Un avenant a été signé en avril 2016 portant la maturité de ce contrat à décembre 2018.

4.11.2. POSITION FINANCIERE NETTE

En M€	31-03-2018	30-09-2017
Dettes financières	263,3	257,5
Trésorerie active	117,5	146,6
Total endettement net	145,8	110,9

RISQUE DE LIQUIDITE

Le Groupe gère le risque d'être à court de trésorerie en utilisant un outil de gestion des liquidités récurrentes. Cet outil tient compte de la maturité à la fois des investissements financiers et des actifs financiers (par exemple créances clients, autres actifs financiers) et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles.

Au 31 mars 2018, les principales sources de financement du Groupe sont :

- un contrat de crédits de 232,5 M€ mis en place en mars 2014 dont l'encours autorisé est de 142,4 M€ au 31 mars 2018. Il comporte un prêt d'une durée de cinq ans, amortissable par annuités constantes, d'un montant de 42,4 M€ (encours autorisé et tiré de 42,4 M€ au 31 mars 2018), et un crédit revolving utilisable sous forme de tirages d'un montant de 100 M€, remboursable in fine au bout de cinq ans.
- un contrat d'affacturage à vocation sans recours entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, d'une capacité de tirage de 270 M€ (en fonction des créances disponibles). Le montant des créances que le Groupe est susceptible de décomptabiliser dépend donc du montant de créances disponibles et des agréments délivrés par les assureurs-crédit. Toute variation à la baisse d'un de ces montants peut conduire à une augmentation de l'endettement affiché par le Groupe.
- des crédits à moyen terme pour un montant de 89 M€ utilisés à hauteur de 89 M€ (incluant le pré-financement du CICE 2017 d'un montant de 22,6 M€).
- des contrats de crédit-bail, amortissables et à taux fixe, dont l'encours au 31 mars 2018 est de 83,8 M€.
- des lignes bilatérales, confirmées ou non, pour un montant cumulé de 105 M€.

Ratios Financiers

Le Contrat de Crédits prévoit que le Groupe doit maintenir les ratios financiers suivants :

- le ratio de levier annuel, c'est-à-dire le rapport (a) dettes financières nettes consolidées sur (b) excédent brut d'exploitation consolidé, à chaque date de calcul et pour la période de 12 mois glissants se terminant à chaque date de calcul considérée, doit être inférieur à 3,00.

Au 31 mars 2018, le ratio de levier est de 0,69.

- le ratio de couverture du service de la dette, c'est-à-dire le rapport (a) excédent brut d'exploitation consolidé sur (b) frais financiers nets consolidés, à chaque date de calcul et pour la période de 12 mois glissants se terminant à chaque date de calcul considérée, doit être supérieur à 5.

Au 31 mars 2018, le ratio de couverture est de 14,07.

Le Groupe respecte ses covenants financiers au 31 mars 2018. Le non-respect de ces ratios constituerait un cas de défaut, qui pourrait être levé en cas d'accord de la majorité des prêteurs.

Compte tenu de la marge de liquidité existant au 31 mars 2018 de 300 M€, et sur la base de ses prévisions d'activité et d'investissements, le Groupe estime qu'il dispose de lignes financières suffisantes pour lui permettre de faire face à ses échéances au cours des 12 prochains mois à compter de la date d'examen des comptes semestriels par le Conseil d'Administration.

4.12. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Groupe utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux d'intérêts, les risques de change résultant de son activité commerciale ainsi que le risque sur les cours des matières premières.

4.12.1. VALEUR DE MARCHE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Afin de déterminer la juste valeur des instruments financiers, le Groupe utilise la hiérarchie de juste valeur suivante selon les méthodes de valorisation :

Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques,

Niveau 2 : données autres que des prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement,

Niveau 3 : méthodes qui utilisent des données ayant un impact significatif sur la juste valeur comptabilisée qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

Au 31 mars 2018, tous les actifs et passifs financiers du Groupe évalués à leur juste valeur sont classés en Niveau 2.

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2018, il n'y a pas eu de transfert entre le Niveau 1 et le Niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur, ni de transfert vers ou depuis le Niveau 3.

En M€	31-03-18	30-09-17
Actifs en juste valeur par résultat		
- Instruments dérivés actifs		
Actifs en juste valeur par capitaux propres		
- Instruments dérivés actifs	0,0	0,0
Prêts et créances		
- Prêts non courants		
- Dépôts et cautionnements non courants	8,7	8,6
- Autres actifs financiers non courants	0,0	0,0
- Créances clients courantes	293,2	295,7
- Prêts courants		0,2
- Dépôts et cautionnements courants	15,3	14,8
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	117,5	146,6
Placements détenus jusqu'à l'échéance		
Aucun		
Actifs disponibles à la vente		
- Titres de participation	2,6	6,6
Passifs en juste valeur par résultat		
- Instruments dérivés passif	-0,2	0,4
Passifs en juste valeur par capitaux propres		
- Instruments dérivés passif	1,4	1,5
Autres passifs		
- Crédit syndiqué	41,1	53,0
- Autres dettes financières non courantes	111,9	128,3
- Dettes fournisseurs	303,6	294,5
- Autres passifs financiers courants	0,2	0,4
- Crédits à court terme & concours bancaires	108,7	75,8

4.12.2. VALEUR DE MARCHES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

En M€		31-03-18		30-09-17	
		Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés sur risque de taux d'intérêt	Couverture de flux futurs		1,3		1,9
Dérivés sur risque de change	Couverture de flux futurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Montant des dérivés au bilan consolidé		0,0	1,3	0,0	1,9

4.12.3. RISQUES DE TAUX D'INTERET

En fonction de l'évolution attendue des taux d'intérêts et de la contrainte de couverture inscrite dans le contrat syndiqué, le Groupe détermine des objectifs de répartition entre endettement à taux fixe et endettement à taux variable. Au 31 mars 2018, 45% de la dette a été souscrite à taux variable.

Le Groupe utilise plusieurs types d'instruments de gestion du risque de taux pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition de sa dette entre dette à taux variable et dette à taux fixe. L'endettement financier du Groupe à taux variable est totalement couvert. Une variation de 1 % du taux Euribor trois mois serait sans impact sur les états financiers du Groupe.

Répartition de la dette entre taux fixe et taux variable

en M€	31-03-18			30-09-17		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Passifs financiers	145,9	95,1	241,0	153,3	99,3	252,6
Concours bancaires courants		22,3	22,3		4,8	4,8
Total dette financière	145,9	117,4	263,3	153,3	104,1	257,5
%	55%	45%	100%	60%	40%	100%

Position financière nette après couverture

En M€	31-03-18			30-09-17		
	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Au-delà	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Au-delà
Passifs financiers	119,6	133,4	10,4	103,6	135,5	18,4
Actifs financiers	(132,7)	(6,9)	(1,8)	(161,7)	(6,7)	(1,9)
Position nette avant gestion swap	(13,2)	126,5	8,5	(58,1)	128,8	16,5
Position nette après gestion	(13,2)	31,5	8,5	(58,1)	33,8	16,5

Instruments dérivés de taux par échéance

En M€	Taux initial	A moins d'un an		A plus de 5 ans	
		De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans
Swap taux variable -> taux fixe :					
SWAP EUR	0,66%	20,0			
SWAP EUR	0,97%	25,0			
SWAP EUR	0,56%				50,0
Total valeurs nominales EUR		45,0			50,0

4.12.4. RISQUE DE CHANGE

De façon générale, les revenus du Groupe sont générés dans la même monnaie que celle des coûts correspondants. En conséquence, l'exposition du Groupe au risque de change est faible et le montant des opérations commerciales réalisées dans une monnaie autre que la monnaie locale, essentiellement des exportations depuis la France libellées en dollars, sont couvertes généralement par des opérations de ventes à terme. L'évolution de l'euro par rapport au dollar américain affecte cependant la traduction en euros du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation de l'activité Services à l'Environnement.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise des contrats de change à terme.

en millions de devises	USD	CAD
Achats à terme	2,6	0,0
Ventes à terme	38,8	5,0

Créances clients, créances d'impôts et autres actifs courants par devise

En M devise	Créances au 31-03-18			Créances au 30-09-17		
	Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
CAD	3,3	2,1	1%	5,9	4,0	1%
EUR	368,0	368,0	88%	349,7	350,9	87%
GBP	0,1	0,1	0%	0,0	0,1	0%
MAD	281,6	24,9	6%	171,1	15,4	4%
MXN	71,0	3,2	1%	103,5	4,8	1%
USD	24,5	19,9	5%	33,8	28,6	7%
TOTAL		418,1	100%		403,7	100%

Dettes fournisseurs, dettes d'impôts et autres passifs courants

En M devise	Dettes au 31-03-18			Dettes au 30-09-17		
	Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
CAD	3,6	2,3	0%	2,2	1,5	0%
EUR	529,6	529,6	96%	551,7	551,3	96%
GBP	0,1	0,1	0%	0,0	0,0	0%
MAD	147,3	13,0	3%	105,4	9,5	2%
MXN	39,4	1,8	0%	63,2	2,9	1%
USD	6,0	4,8	1%	7,6	6,4	1%
TOTAL		551,6	101%		571,7	100%

Le tableau suivant présente la sensibilité du résultat avant impôt avant et après gestion du risque, à une variation raisonnable du taux de change du dollar américain toutes autres variables étant constantes par ailleurs.

En M€		31-03-18		30-09-17	
		Avant gestion	Après gestion	Avant gestion	Après gestion
CAD	+5%	(0,0)	0,1	(0,2)	(0,1)
	-5%	0,0	(0,1)	0,2	0,1
USD	+5%	(0,9)	0,5	(1,2)	0,2
	-5%	1,0	(0,5)	1,3	(0,2)
TOTAL	+5%	(1,0)	0,6	(1,4)	0,1
	-5%	1,1	(0,7)	1,5	(0,2)

4.12.5. RISQUE DE CREDIT OU DE CONTREPARTIE

Les opérations financières (emprunts, couvertures de change, taux, matières premières) sont réalisées avec des établissements de premier rang, dans un souci de répartition des risques.

Concernant le risque de contrepartie sur les créances clients, les clients des activités de Services à l'Environnement et Services aux Entreprises font systématiquement l'objet d'une demande d'agrément auprès d'un assureur crédit, tant pour les créances domestiques qu'export ou à l'étranger (quotité assurée de 95 %). Il peut néanmoins arriver que ces demandes d'agrément soient refusées par l'assureur crédit, pour des raisons résultant de son analyse de la solvabilité des clients. Le risque Client fait l'objet d'une comparaison très régulière avec agréments de l'assureur crédit.

Les divisions ont mis par ailleurs en place depuis plusieurs années une politique très stricte de suivi des encours client et de relance systématique des encours arrivés à échéance.

L'activité Services aux Entreprises travaille avec un nombre très important de clients qui constituent un panel représentatif de l'économie française. À ce titre, son risque de défaut de paiement est représentatif du risque de défaillance de l'économie en général, sans qu'une défaillance unitaire soit susceptible de remettre en cause la pérennité du Groupe.

Balance âgée des créances clients (valeurs brutes hors créances douteuses)

En M€	Encours total				
	31-03-18	Non échu	< 1 mois	< 4 mois	> 4 mois
SERVICES A L'ENVIRONNEMENT	190,5	136,3	29,0	11,3	13,9
SERVICES AUX ENTREPRISES	113,2	61,2	29,8	16,0	6,2
HOLDING	0,9	0,6	0,0	0,2	0,0
TOTAL	304,6	198,1	58,9	27,4	20,1

Le Groupe n'a pas observé de détérioration significative des délais de paiement et le montant des pertes irrécouvrables représente 1,3 million d'euros. Par ailleurs, le Groupe considère que les créances ne représentent pas de risque particulier.

4.12.6. RISQUE DE MATIERES PREMIERES

Dans le cadre courant de ses activités, le Groupe prend peu d'engagements de livraison (achat ou vente) de quantités de métaux ferreux ou non ferreux à terme, et les contrats ne contiennent en général pas d'engagement ferme sur les prix au-delà d'un mois. En fonction de l'évolution des cours des métaux, il peut se produire que le Groupe doive acheter ou vendre des quantités de métaux pour honorer ces contrats à un prix moins favorable que celui connu lors de la conclusion des contrats. Toutefois, la pratique du Groupe est la conclusion de contrats de vente au fur et à mesure des achats. Trois sociétés spécialisées, l'une dans l'affinage d'aluminium (REFINAL), deux autres dans la commercialisation de métaux non ferreux (INOREC et COFRAMETAL), peuvent prendre des engagements à l'achat ou à la vente, en anticipant la contrepartie physique. En conséquence, elles ont recours dans cette hypothèse à des couvertures sur le LME (très ponctuellement, d'autres sociétés du Groupe peuvent y recourir).

De même, le groupe peut être amené à vendre ses stocks de marchandises métalliques transformées à ses clients à un prix moins élevé que celui auquel il les a achetées, en cas de baisse des prix de marché pour ces marchandises entre le moment de l'achat et celui de la vente. Pour limiter ce risque, qui ne peut être cependant complètement annulé, le groupe s'efforce de limiter ses stocks de métaux ferreux et non-ferreux.

4.13. PROVISIONS NON COURANTES ET PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

4.13.1. VARIATION DES PROVISIONS NON COURANTES

En M€	Valeur au 30-09-17	Dotations	Reprises		Ecart de change	Variations de périmètre (1)	Autres variations	Valeur au 31-03-18
			Reprises utilisées	non utilisées				
Provisions pour litiges prud'homiaux	5,7	0,3	(1,0)	(0,0)	(0,0)		0,2	5,2
Provisions pour autres litiges	4,0	0,6	(0,5)	(0,2)			0,1	4,0
Provisions pour litiges URSSAF	6,5							6,5
Provisions pour garantie	0,3	0,5	(0,0)			(0,2)		0,6
Provisions pour médailles du travail	2,0							2,0
Provisions pour restructuration	0,5		(0,2)					0,3
Provisions environnementales	8,3		(0,6)		(0,0)			7,7
Autres provisions non courantes	0,9	0,0		(0,0)	(0,0)	(0,1)		0,9
Total	28,1	1,5	(2,3)	(0,2)	(0,0)	(0,3)	0,2	27,1

(1) voir note 3.1 Entrées de périmètre

4.13.2. PROVISIONS POUR ENGAGEMENT ENVERS LE PERSONNEL

En M€	30-09-17	Dotations	Reprises		Ecart de change	Variations de périmètre	Eléments du résultat global	31-03-18
			Reprises utilisées	non utilisées				
Engagement envers le personnel	43,2	2,2	(1,5)					43,9

4.14. PROVISIONS COURANTES

En M€	Valeur au 30-09-17	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de change	Variations de périmètre	Autres variations	Valeur au 31-03-18
Provisions pour litiges	2,6	10,6	(0,3)	(0,3)			(0,2)	12,5
Provisions sur compte courant et garantie de passif	0,0							0,0
Provisions pour risque filiale								
Provisions pour restructuration	0,5		(0,0)					0,5
Provisions pour pertes à terminaison sur contrats		0,1						0,1
Provisions pour impôts								
Provisions environnementales	0,1							0,1
Autres provisions	0,2	0,1	(0,2)		0,0			0,1
Total	3,5	10,9	(0,5)	(0,3)	0,0		(0,2)	13,4

4.15. AUTRES PASSIFS COURANTS

En M€	31-03-18	30-09-17
Fournisseurs	303,6	294,5
Dettes d'impôt	2,4	7,9
Etat et dettes sociales	216,5	232,9
Avances et acomptes reçus sur commandes	10,4	10,5
Comptes courants créditeurs	0,5	1,4
Dettes diverses	6,1	10,5
Produits constatés d'avance	12,0	13,9
Autres passifs courants	245,6	269,2

4.16. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

En M€	31-03-18	30-09-17
Fournisseurs	0,3	0,3
Produits constatés d'avance	1,1	0,8
Autres passifs non courants	1,3	1,1

4.17. INFORMATIONS SECTORIELLES

Le Groupe a retenu les secteurs d'activité comme découpage sectoriel.

4.17.1. PAR SECTEUR D'ACTIVITE

4.17.1.1. CHIFFRES D'AFFAIRES

En M€	2018 - 6 mois	2017 - 6 mois	Variation en %
Services à l'Environnement	1 060,8	949,4	11,7%
Services aux Entreprises	397,4	390,6	1,7%
Holding	0,3	0,3	12,6%
Total	1 458,5	1 340,3	8,8%

4.17.1.2. ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En M€	Services à l'Environnement	Services aux Entreprises	Holding	Eliminations intersecteur	Total au 31 mars
2018					
Chiffres d'affaires externe	1 062,9	404,3	16,8	(25,5)	1 458,5
Chiffres d'affaires intersecteur	(2,1)	(6,8)	(16,5)	25,5	0,0
Chiffres d'affaires	1 060,8	397,4	0,3	0,0	1 458,5
Résultat opérationnel courant	55,5	9,7	(4,2)		61,0
Résultat opérationnel	55,0	9,7	(14,9)		49,8
Part du résultat net des mises en équivalence	0,7	0,0	0,0		0,7
2017					
Chiffres d'affaires externe	951,1	396,6	15,1	(22,6)	1 340,3
Chiffres d'affaires intersecteur	(1,8)	(5,9)	(14,9)	22,6	0,0
Chiffres d'affaires	949,4	390,6	0,3	0,0	1 340,3
Résultat opérationnel courant	50,4	7,4	(4,9)		53,0
Résultat opérationnel	48,0	7,4	(2,9)		52,6
Part du résultat net des mises en équivalence	(0,4)	0,0	0,0		(0,4)

4.17.1.3. AUTRES INFORMATIONS SECTORIELLES

En M€	Services à l'Environnement	Services aux Entreprises	Holding	Eliminations intersecteur	Total au 31 mars
2018					
Total bilan actif (courant et non courant)	1 016,0	474,9	356,4	(455,1)	1 392,1
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres) des activités poursuivies	744,4	322,9	287,7	(455,1)	899,8
Passifs liés à des actifs en cours de cession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)	744,4	322,9	287,7	(455,1)	899,8
Flux au 31 mars 2018					
Investissements corporels et incorporels	56,3	5,9	2,8		65,0
Amortissements corporels et incorporels	(33,2)	(5,0)	(1,5)		(39,7)
Perte de valeur	0,0	0,0	0,0		0,0
2017					
Total bilan actif (courant et non courant) des activités poursuivies	984,4	453,0	321,2	(458,3)	1 300,3
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres) de	725,1	299,5	344,1	(458,3)	910,4
Passifs liés à des actifs en cours de cession	0,0	0,0	6,2	0,0	6,2
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)	725,1	299,5	350,3	(458,3)	916,6
Flux au 31 mars 2017					
Investissements corporels et incorporels	33,7	5,5	0,8		40,0
Amortissements corporels et incorporels	(33,0)	(5,1)	(1,1)		(39,1)
Perte de valeur	(4,5)	0,0	0,0		(4,5)

4.17.2. PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En M€	Continent Européen	France	Continent Américain	Continent Africain	Total au 31 mars
2018					
Chiffre d'affaires (origine des ventes)	192,1	1 154,5	87,2	24,7	1 458,5
Investissements corporels et incorporels	5,4	48,6	10,2	0,8	65,0
Amortissements corporels et incorporels	(5,3)	(28,3)	(4,1)	(2,0)	(39,7)
Total immobilisations corporelles nettes	64,7	348,9	56,2	6,9	476,7
2017					
Chiffre d'affaires (origine des ventes)	189,8	1 063,8	74,2	12,5	1 340,3
Investissements corporels et incorporels	4,9	27,7	5,8	1,5	40,0
Amortissements corporels et incorporels	(6,2)	(27,4)	(4,1)	(1,4)	(39,1)
Total immobilisations corporelles nettes	70,1	305,5	48,6	6,2	430,5

4.18. DOTATIONS AUX PROVISIONS

En M€	2018 6 mois	2017 6 mois
Dotations actif circulant	0,7	1,2
Dotations provisions pour risques et charges	2,4	6,4
Total	3,1	7,6

4.19. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

En M€	2018 6 mois	2017 6 mois
Produits de cession d'immobilisations corporelles	1,5	13,8
Production immobilisée	0,9	0,4
Reprises de provisions sur immobilisations corporelles	0,1	0,1
Reprises de provisions sur actifs circulants	1,6	3,4
Reprises de provisions pour risques et charges	3,2	2,5
Transferts de charges exploitation	1,4	1,4
Subventions d'exploitation et d'investissement	0,5	0,5
Divers	0,7	2,5
Total autres produits d'exploitation	9,8	24,6
VNC des immobilisations cédées	(0,4)	(12,7)
Pertes sur créances irrécouvrables et abandons de créances	(0,9)	(3,2)
Redevances	(3,4)	(2,6)
Jetons de présence versés	(0,1)	(0,1)
Divers	(2,2)	(2,7)
Total autres charges d'exploitation	(6,9)	(21,3)

4.20. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS ET RESULTAT DE CESSION DE PARTICIPATIONS CONSOLIDEES

Autres produits et charges opérationnels

	2018 6 mois	2017 6 mois
Italie - Clôture de situations litigieuses historiques ⁽¹⁾	(10,0)	
		(4,5) Dépréciation d'écarts d'acquisition dans les Services à l'Environnement aux collectivités italiennes et autres
Total autres charges opérationnelles	(10,0)	(4,5)
		2,4 Belgique - Evolution des litiges environnementaux
Total autres produits opérationnels		2,4

(1) Dont 9,5 M€ relatifs au litige exposé en note 4.26 Litiges significatifs

Résultat de cession de participations consolidées

En M€

Hydrovide	(1,8)
Plastic Recycling	0,5
Résultat de cession de filiales consolidées	(1,3)
TOTAL RESULTAT DE CESSION DE PARTICIPATIONS CONSOLIDEES	(1,3)

4.21. FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets pour une meilleure appréciation du coût de la dette sont calculés en rapprochant les frais financiers payés avec les produits financiers perçus au titre des placements réalisés et en prenant en compte l'incidence des couvertures de taux.

Tous les éléments n'entrant pas dans cette définition font l'objet si nécessaire d'une ligne spécifique.

En M€	2018 6 mois	2017 6 mois
Intérêts des emprunts, des découverts bancaires, de l'affacturage	(4,0)	(4,4)
Intérêts des comptes courants	(0,0)	(0,0)
Intérêts leasing	(0,9)	(1,0)
Dividendes	0,0	0,1
Revenus des VMP et équivalents de trésorerie	0,1	0,1
Couverture de taux et autres charges et produits financiers	(0,5)	(1,7)
Frais financiers nets	(5,3)	(6,9)
Gains et pertes de change	(0,3)	(0,1)
Charges d'intérêts sur retraites et pensions	(0,3)	(0,2)
Autres	0,6	(0,4)
Gains et pertes de change et autres	0,1	(0,7)

4.22. IMPOTS SUR LES RESULTATS

4.22.1. PAR NATURE

En M€	2018 6 mois	2017 6 mois
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	44,5	44,9
Impôt courant	(9,0)	(8,9)
Impôt différé	(1,9)	(5,3)
Charge totale d'impôt	(10,9)	(14,2)
Taux effectif d'imposition	(24,47%)	(31,68%)

La loi de finances 2018 engendre une baisse progressive du taux normal de l'impôt sur les sociétés de 34.43% en 2018, 32.02% en 2019, 28.92% en 2020, 27.37% en 2021, pour parvenir à 25,83 % en 2022 y compris la contribution additionnelle.

La charge d'impôt nette du Groupe tient compte de cette baisse, par l'application du taux en vigueur lors du retournement des différences temporaires.

4.22.2. CHARGE EFFECTIVE D'IMPOTS

	2018 - 6 mois	2017 - 6 mois
Charge ou produit d'impôt théorique	(15,3)	(15,5)
Effet des reports variables	0,7	(2,8)
Reconnaissance/Limitation des impôts différés actifs	0,6	(0,5)
Différences permanentes fiscales	0,5	4,6
Différences permanentes liées aux retraitements de consolidation	2,4	(0,2)
Différences de taux d'impôt sur sociétés étrangères	0,2	0,2
Charge d'impôt effective	(10,9)	(14,2)

La charge effective d'impôt du Groupe est déterminé sur la base du résultat des activités poursuivies avant impôts, retraité de la quote-part dans les résultats des entreprises associées.

Pour les comptes semestriels 2018, la réconciliation de la charge effective d'impôt du Groupe a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 34,43%.

4.22.3. INTEGRATION FISCALE

Le Groupe DERICHEBOURG a opté en France pour le régime d'intégration fiscale qui permet de compenser les résultats fiscaux des filiales françaises détenues directement ou indirectement à 95%. Les sociétés consolidées concernées par ce régime ont signé une convention relative aux modalités d'application de l'intégration fiscale, en conformité avec les règles fixées par l'administration fiscale.

L'économie d'impôt réalisée par le Groupe intégré DERICHEBOURG s'élève à 6,9 M€.

4.22.4. ANALYSE DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES

En M€	31-03-18	30-09-17
Activation de déficits	(0,1)	6,7
Différences temporelles	4,2	4,7
Retraitement provisions réglementées	(6,0)	(6,3)
Avantages sociaux	9,3	10,5
Location financement	(2,0)	(1,2)
Elimination de résultats internes	2,0	2,2
Ecarts d'évaluation	(7,4)	(7,7)
Retraitements IFRS	(0,4)	(0,2)
Autres natures	7,3	1,0
Impôts différés nets	6,9	9,7
dont		
Impôts différés actifs	22,9	27,7
Impôts différés passifs	16,0	17,9
Impôts différés nets	6,9	9,7

Le Groupe a consommé tous les déficits fiscaux activés, dont il disposait principalement en France.

4.23. ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION

Activité Services Aéroportuaires cédée en 2013	2018 - 6 mois
Résultat opérationnel courant	(0,1)
Résultat opérationnel	3,4
Résultat avant impôt	3,4
Résultat après impôt	3,4

Le résultat des activités abandonnées de 3,4 M€ est constitué de la reprise de provision après solde de la garantie de passif liée à la cession de Servisair intervenue en 2013.

4.24. RESULTAT PAR ACTION

		2018 - 6 mois	2017 - 6 mois
Résultat net revenant aux actionnaires de la société (en M€)	(A)	37,1	30,3
Résultat net d'impôt part du groupe des activités arrêtées ou en cours de cession (en M€)	(B)	3,4	(0,2)
Résultat Net Part du Groupe après neutralisation des activités arrêtées ou cédées (en M€)	(C)	33,7	30,5
Impact sur le résultat de la dilution	(D)	0,0	0,0
Résultat après dilution	(E)	33,7	30,5
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice		163 878 780	163 878 780
Titres d'autocontrôle			8 976 819
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice diminué des titres d'autocontrôle		163 878 780	154 901 961
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires à la clôture de l'exercice diminué des titres	(F)	163 878 780	165 279 863
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice après dilution diminué des titres d'autocontrôle	(G)	163 878 780	154 901 961
Résultat de base par action des activités poursuivies (en €)	(C)/(F)	0,2	0,2
Résultat de base par action après dilution (en €)	(E)/(G)	0,2	0,2
Résultat par action après résultat des activités arrêtées ou cédées	(A)/(F)	0,2	0,2
Résultat par action après résultat des activités arrêtées ou cédées après dilution	(A+D)/(G)	0,2	0,2

4.25. ENGAGEMENTS

4.25.1. DETAIL DES ENGAGEMENTS DONNES

En M€	Cautions	Garanties	Total au 31-03-18	Total au 30-09-17
Loyer	0,4		0,4	0,4
Institutions financières - Prêts		0,0	0,0	0,7
Institutions financières - Marchés	(1)	42,2	56,7	54,1
Engagements environnementaux	5,4	0,6	6,0	2,1
Travail Temporaire	(2)	13,2	13,2	14,1
Engagements fiscaux	0,6		0,6	0,6
Divers	0,9		0,9	0,1
Total	35,0	42,8	77,8	72,1

(1) Cautions données par la maison mère à l'organisme financier délivrant la garantie légale pour l'activité de Travail temporaire.

(2) Cautions données conformément au cahier des charges de certains marchés.

4.25.2. DETAIL DES ENGAGEMENTS RECUS

- Lignes de crédit confirmées non utilisées au 31 mars 2018
 - Concours bilatéraux Allemagne : 17,2 M€
 - Concours bilatéraux Belgique : 9,5 M€
 - Concours bilatéraux Canada : 0,5 MCad
 - Crédit revolving (crédit syndiqué) : 100 M€
- Cautions de retenue de garanties sur opérations de marché : 0.5 M€

4.25.3. ENGAGEMENTS CROISES

Existence d'options croisées avec période d'exercice en 2018 concernant l'acquisition d'un actif immobilier en région parisienne pour une valeur de 3,5 M€.

4.25.4. RISQUES LIES A LA CESSIION DE SERVISAIR

Derichebourg a cédé Servisair à Swissport France Holding le 23 décembre 2013. Le contrat de cession comportait des déclarations et garanties pouvant ouvrir droit à l'acquéreur à un remboursement partiel du prix de cession en cas de déclarations inexactes par le vendeur. Le groupe considérait que, la cession par PAI de Swissport à HNA, intervenue le 10 février 2016, faisait perdre à Swissport le droit de demander un remboursement partiel du prix de cession de Servisair. Swissport ne partageait pas cette interprétation et considérait qu'il était toujours fondé de demander un remboursement partiel du prix de cession pour les claims notifiés dans les délais jusqu'en février 2016. Le groupe avait assigné en septembre 2016 Swissport devant le Tribunal de Grande Instance de Paris afin de faire constater la résolution des déclarations et garanties à la date de cession, et déclarer que Swissport n'avait plus droit à un remboursement partiel du prix de cession de Servisair. Dans l'hypothèse où l'action intentée par le groupe devant le Tribunal de Grande Instance n'aurait pas prospéré, et où les claims notifiés par l'acquéreur auraient prospéré devant les tribunaux jugeant en dernier ressort (aucune procédure n'a été portée par Swissport devant les tribunaux à ce stade), le Groupe aurait pu être contraint de rembourser à Swissport une part du prix de cession pour un montant maximal contractuel de 30 M€.

Ce litige s'est résolu sur le semestre par un versement de 2,7 M€. Le passif de 6,2 M€ constitué pour faire face à ce risque a été repris.

4.25.5. CONTRATS DE LOCATION

Le Groupe a conclu des contrats de locations sur certains équipements. Ces locations ont une durée moyenne de 3 à 5 ans.

4.25.5.1. CONTRATS DE LOCATION SIMPLES

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants au 31 mars 2018 :

En M€	31-03-18	31-03-17
< à 1 an	(19,4)	(20,0)
> à 1 an et < 5 ans	(20,6)	(35,6)
> à 5 ans	(11,7)	(14,9)
Total	(51,7)	(70,5)

En M€	31-03-18	31-03-17
Loyers en charge sur l'exercice	(17,1)	(17,9)
Total	(17,1)	(17,9)

4.25.5.2. CONTRATS DE LOCATION EN CREDIT-BAIL

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location en crédit-bail sont les suivants au 31 mars 2018 :

En M€	31-03-18	31-03-17
< à 1 an	(26,8)	(25,2)
> à 1 an et < 5 ans	(54,8)	(48,5)
> à 5 ans	(8,0)	(5,4)
Total	(89,6)	(79,1)

En M€	31-03-18	31-03-17
Redevances sur l'exercice	(15,2)	(12,7)
Total	(15,2)	(12,7)

4.26. LITIGES SIGNIFICATIFS

- La filiale Derichebourg Environnement avait signé en août 2007 un protocole confidentiel réitéré en décembre 2007 portant sur l'acquisition d'une société exploitant en Italie deux centres de recyclage équipés chacun d'un puissant broyeur. Cette acquisition aurait conféré au Groupe une position de leader en Italie et permis la mise en œuvre de synergies avec l'activité déjà développée. La valeur négociée pour ces actifs était basée sur les conditions de marché prévalant en 2007 dans le recyclage. La non-réalisation des conditions suspensives, à la dernière date de réalisation, 28 décembre 2008, et l'échec des négociations complémentaires ont rendu caduque l'opération selon Derichebourg Environnement. Confrontée aux demandes de réalisation de la transaction par le vendeur, Derichebourg Environnement a entrepris une action judiciaire visant à la reconnaissance par l'autorité judiciaire de l'annulation du protocole, la restitution de l'acompte de 15 M€, et le versement d'indemnités compte tenu des nombreuses anomalies décelées.

Le 4 mars 2014, le Tribunal a rendu une première décision, partielle, défavorable au Groupe mais n'a pas statué sur les demandes de la partie adverse. L'acompte versé a été provisionné intégralement par prudence. Le Groupe a fait appel de cette décision qu'il considérait mal fondée en faits et en droit.

Le 27 octobre 2016, la Cour d'Appel de Milan a rendu une seconde décision, partielle également, dans le sens où elle ne porte que sur les demandes du groupe et pas sur celles de la partie adverse. Cette seconde décision confirme la première et déboute Derichebourg Environnement de la totalité de ses demandes (remboursement de l'acompte de 15 M€ et annulation du protocole initial). Postérieurement au 31 mars 2017, Derichebourg Environnement s'est pourvue en cassation.

Le 20 Février 2017, une décision de première instance a été rendue par le Tribunal de Milan concernant les demandes de la partie adverses portant sur l'exécution de la vente, et l'octroi de dommages et intérêts. Le tribunal a débouté la partie adverse de la totalité de ses demandes, considérant que les conditions pour exécuter la vente n'étaient pas réunies, et a débouté la partie adverse de sa demande de dommages et intérêts. Postérieurement au 31 mars 2017, la partie adverse a interjeté appel de ce jugement. Derichebourg Environnement a également l'intention d'interjeter appel contre ce jugement, qui le déclare défaillant quant à l'exécution du contrat.

Dans l'hypothèse où les demandes de la partie adverse auraient prospéré après épuisement des voies de recours, la justice aurait pu ordonner la réalisation de la transaction, qui aurait conduit à l'acquisition desdits chantiers de recyclage en contrepartie d'un décaissement de 43 M€ (majoré des intérêts de retard estimés à 10 M€ environ).

Un accord de principe a été conclu pour clôturer toutes les procédures contentieuses liés à ce projet d'acquisition abandonné, en contrepartie du paiement par le groupe d'une somme de 9,5 M€, provisionnée au 31 mars 2018.

- En novembre 2013, le dirigeant (administrateur délégué) de la filiale italienne de l'activité Multiservices a été placé en détention provisoire, dans le cadre d'une enquête relative à une procédure de passation de marchés publics en Campanie. Compte tenu du blocage des opérations de la Société que son incapacité pouvait provoquer, son mandat d'administrateur délégué a été révoqué. Il a été libéré depuis. Bien que la société ne soit pas elle-même l'objet d'une action judiciaire, le groupe a décidé de tirer les conséquences de la situation de cette société, et a constaté 4 M€ de provisions à caractère non-courant au 30 septembre 2016. L'activité de cette filiale est en voie de réduction.

-un contrôle avait été effectué sur ces exercices-là en 2008 pendant lequel ces questions avaient été abordées sans soulever de commentaires particuliers.

4.27. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

4.27.1. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES NON CONSOLIDEES

Le Groupe est contrôlé par CFER qui détient 40,12% des actions de la société. La société mère ultime est DBG FINANCES enregistrée en Belgique.

En M€	31-03-18	30-09-17
DBG FINANCES	0,01	0,0
Créances sur les parties liées	0,00	0,0
TBD FINANCES	0,2	0,3
Dettes sur les parties liées	0,0	0,3
TBD FINANCES	(0,2)	(2,1)
Charges opérationnelles	(0,2)	(2,1)
DBG FINANCES	(0,9)	(1,7)
SCI FONDEYRE	NS	NS
SCI DEMUYES	NS	NS
Charges d'exploitation	(0,9)	(1,7)
DBG FINANCES	0,03	0,0
Chiffre d'affaires	0,00	0,0

4.27.2. TRANSACTIONS ENTRE LE GROUPE ET SES PARTENAIRES DANS LES SOCIETES CONSOLIDEES SELON LA METHODE DE LA MISE EN EQUIVALENCE

31-03-18	En M€	Créances clients	Autres actifs courants	Dettes fournisseurs	Emprunts et dettes financières	Chiffre d'affaires	Achats consommés	Charges externes
ALSAFER		0,0		0,2		0,0	(0,5)	
ALLO CASSE AUTO		0,1			0,1	0,1		
DREYFUS								
EASO		0,0		0,1		0,0	(0,5)	
PLASTIC RECYCLING						0,3		
VALERCO		0,0		0,1		0,0	(0,0)	(0,2)
TOTAL		0,1		0,4	0,1	0,5	(1,0)	(0,2)

31-03-17	En M€	Créances clients	Autres actifs courants	Dettes fournisseurs	Emprunts et dettes financières	Chiffre d'affaires	Achats consommés	Charges externes
ALSAFER		0,0		0,1		0,0	(0,4)	
ALLO CASSE AUTO		0,1			0,1	0,1		
DREYFUS				0,0			(0,0)	
EASO		0,0		0,3		0,0	(0,8)	
PLASTIC RECYCLING		0,1	1,6	0,0		0,3	(0,0)	
VALERCO		0,0		0,1		0,0		(0,2)
TOTAL		0,2	1,6	0,6	0,1	0,5	(1,3)	(0,2)

4.28. INFORMATIONS SOCIALES

Charges de personnel par nature

En M€	2018 6 mois	2017 6 mois
Rémunération du personnel	321,8	317,0
Charges sociales	108,6	106,8
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	3,6	3,8
Produit de CICE	(13,5)	(13,1)
Autres charges de personnel	(1,0)	1,3
Total	419,5	415,8

4.29. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Postérieurement au 31 mars 2018, le Groupe a négocié un accord de principe pour mettre un terme aux différentes actions contentieuses liées au projet d'acquisition abandonné Rotamfer, selon les modalités décrites en 1.2.1.

Derichebourg

Période du 1^{er} octobre 2017 au 31 mars 2018

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

19, rue de Presbourg
75116 Paris
S.A.S. au capital de € 300.000
539 769 729 R.C.S. Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

BM&A

11, rue de Laborde
75008 Paris
S.A.S. au capital de € 1.200.000
348 461 443 R.C.S. Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Derichebourg

Période du 1^{er} octobre 2017 au 31 mars 2018

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Derichebourg, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2017 au 31 mars 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 22 mai 2018

Les Commissaires aux Comptes

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

BM&A

ERNST & YOUNG Audit

Thierry Denjean

Eric Seyvos

Pierre Abily